Réflexions personnelles sur les Sommets mondiaux de l'alimentation

par Andrew MacMillan[1]

J'ai commencé à travailler pour l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) il y a un peu plus de 50 ans, quatre années avant la tenue de la première Conférence mondiale de l'alimentation en 1974. J'ai également participé au Sommet mondial de l'alimentation de 1996 ainsi qu'à la réunion qui y a fait suite - le Sommet mondial de l'alimentation : cinq ans après - en 2002. Il n'est donc pas surprenant que la perspective d'un nouveau sommet mondial de l'alimentation - le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires -, d'ici la fin de l'année, m'engage à réfléchir sur ce que ces sommets successifs ont fait pour la lutte contre la faim et la malnutrition et la transition vers des systèmes plus durables de gestion de l'alimentation. Cela m'a fait me demander dans quelle mesure l'on pourrait tirer des enseignements pour le Sommet à venir, des changements profonds, mais rarement mentionnés, qui se sont produits dans le domaine de l'alimentation et l'agriculture au cours de ces 5 dernières décennies.

[1] Andrew MacMillan est économiste agricole écossais spécialisé en agriculture tropicale, dont le travail à la FAO l'a amené à visiter 40 pays en développement. Il est co-auteur, avec le Prof. Ignacio Trueba de « Comment en finir avec la faim en temps de crises - Commençons dès maintenant », publié chez L'Harmattan, Paris, en 2014.

Les Sommets stimulent la réflexion sur les solutions aux problèmes des systèmes alimentaires et sensibilisent l'opinion, mais les engagements à agir pris par les gouvernements ont pour la plupart été éphémères

Un des avantages qu'offrent les Sommets, c'est qu'ils suscitent des vagues de réflexion collective sur les solutions technologiques et institutionnelles éventuelles aux problèmes de leur temps, qui ont aidé à façonner leurs déclarations finales et plans d'action et qui ont peut-être accéléré l'application concrète de quelques bonnes idées.

La Conférence de 1974 fut une merveilleuse occasion de créer de nouvelles institutions. Le Fonds international de développement agricole (FIDA) et le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) datent tous deux de cette époque et ont connu des hauts et des bas, mais continuent de jouer un rôle significatif. Mais deux autres institutions - le Conseil mondial de l'alimentation et le Groupe consultatif de la production alimentaire et de l'investissement dans les pays en développement - n'ont pas su montrer leur utilité et ont éventuellement été abolies.

En rassemblant les chefs d'État de la plupart des pays du monde pour partager leurs expériences et prononcer des engagements communs de mise en œuvre de mesures pour augmenter la production alimentaire et réduire la faim et les autres formes de malnutrition, les réunions ont fortement attiré, pendant un moment, l'attention du public sur le besoin urgent de régler les problèmes liés à l'alimentation. Mais cette attention ne semble guère avoir duré et elle s'éveille encore, de temps en temps, quand les désastres font les gros titres des médias.

Certains des Présidents et Rois prenant part à un Sommet cherchèrent à mettre à profit leur autorité pour traduire leurs engagements en actions locales, mais, comme le souligna Fidel Castro en 1996, l'objectif de *diminuer de moitié* la faim en 2015 ne présentait que peu d'intérêt politique, dans la mesure où il condamnait l'autre moitié à rester dans la misère. Henry Kissinger en était parfaitement conscient quand, plein d'ambition, il proclama lors de la conférence que, « d'ici à dix ans, aucun enfant ne devrait aller se coucher en ayant faim ».

En finir avec la faim et la malnutrition est entièrement faisable, mais il est trop facile pour les gouvernements de fermer les yeux sur le problème, une fois qu'un Sommet est terminé. Le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires peut-il espérer provoquer des engagements plus durables que les Sommets précédents ?

Rétrospectivement, les objectifs fixés par les Sommets successifs, bien qu'ambitieux, auraient pu être atteints si les gouvernements avaient concentré leurs efforts à mettre en œuvre les actions sur lesquelles l'accord s'était fait. Le décalage entre les intentions et les réalisations peut être expliqué en partie par les énormes demandes contradictoires de fonds et de capacité institutionnelle auxquelles la plupart des pays doivent faire face. Cependant, derrière tout cela, maintenant comme alors, se trouve le fait incontournable que la plupart des gens dans le monde n'ont pas d'expérience

directe de la faim et estiment qu'il est pratique d'ignorer son existence sauf quand ils en prennent conscience, choqués par des images d'enfants affamés quand la famine frappe des groupes de population vulnérables. La faim chronique et bien des formes débilitantes de malnutrition nous entourent, mais restent invisibles. Pendant un sommet, les chefs d'État sont tenus de s'engager à mettre un terme à la faim ; mais, si cette proposition n'a que peu de soutien populaire au pays, ils oublieront tranquillement leur promesse solennelle de s'attaquer sérieusement à ce problème.

En 2002, le directeur général de la FAO, Jacques Diouf, convoqua le « Sommet mondial de l'alimentation : cinq ans après » avec l'intention de revitaliser les engagements et les actions des pays, en tenant compte de nouvelles opportunités - et contraintes - qui étaient apparues pendant la période. Quelques semaines à peine avant la réunion, je fus surpris de recevoir un appel de sa part, dans lequel il me demanda de diriger la rédaction de deux des trois documents techniques de base devant informer les délégués - sur les *Nouveaux défis pour la réalisation des objectifs du Sommet mondial de l'alimentation*, et sur *Mobiliser la volonté politique et les ressources pour éliminer la faim dans le monde* : ils devaient être prêts à être soumis à son examen en moins d'une semaine !

Quand je repense à ces documents, je suis frappé comme certains de leurs messages restent d'actualité. Après avoir été témoin de la situation absurde où un gouvernement britannique qui aspire à jouer un nouveau rôle « mondial » demanda au Parlement d'approuver des coupes dans son budget d'aide internationale, je me suis souvenu d'observations que j'avais faites après avoir été surpris par l'ampleur - rarement admise - du scepticisme à l'égard des approches pour mettre un terme à la faim qui étaient présentées pour adoption dans le projet de déclaration. Aujourd'hui même, nous sommes les témoins d'un gouffre semblable entre les promesses faites par les dirigeants des pays riches de partager les stocks de vaccins contre la COVID-19 avec les pays pauvres et la réalité de leur comportement de fait, seulement quelques jours après avoir pris leur engagement.

Pour ce qui est de la question des promesses, j'avais affirmé que « Un des facteurs les plus surprenants de la quête d'une solution au problème de la faim est que presque tous ceux qui cherchent à l'éliminer - mais probablement pas ceux qui en souffrent vraiment - semblent chercher des raisons pour rejeter les solutions directes au problème de la sous-alimentation chronique au profit d'autres solutions qu'ils considèrent comme plus durables. Paradoxalement, sous cette aversion généralisée pour des solutions directes, on trouve des préoccupations d'ordre éthique concernant la dignité humaine et la dépendance. Or, rien n'est plus dégradant pour la dignité humaine ou ne cause plus de dépendance que de manquer constamment de cette nourriture qui, avec l'eau, est l'élément indispensable d'une vie saine et satisfaisante. »

Je poursuivais en observant que « Cette aversion pour les solutions directes à la faim est souvent exprimée par des économistes et des spécialistes du développement qui les accusent à tort de fausser inévitablement les marchés, de faire disparaître les incitations, de ne pas être viables, de coûter trop cher, de ralentir la croissance et de favoriser la corruption. » Au Royaume-Uni - une fois encore - il aura fallu un jeune

footballeur, Marcus Rashford, pour forcer un Premier ministre réticent à renforcer les programmes de cantines scolaires pour réduire la malnutrition enfantine.

Il sera intéressant de voir si le Sommet de cette année aura à faire face à une situation similaire et s'il sera en mesure de faire mieux que ses prédécesseurs pour assurer que les engagements soient respectés.

La faim n'est pas le résultat d'un manque de nourriture au niveau mondial ou même national, mais elle existe quand des familles pauvres n'ont pas les moyens d'acheter la nourriture suffisante pour une vie saine. Au Brésil, le programme Faim Zéro de Lula a montré que, même sans de grandes réformes du système alimentaire, les allocations monétaires peuvent mettre un terme à la faim rapidement et ouvrir la voie à des politiques de distribution des revenus plus égalitaires.

Le troisième document technique de base pour le Sommet de 2002, qui était préparé par mes amis Kostas Stamoulis et Aysen Tanyeri-Abur, portait sur la mobilisation des ressources en vue de la réalisation des objectifs du Sommet. Singulièrement, c'était le premier document de la FAO qui prônait « l'approche sur deux fronts » pour attaquer l'insécurité alimentaire combinant des éléments d'aide au développement et humanitaires afin de promouvoir des améliorations simultanées dans la productivité des petits paysans et l'apport d'une assistance directe aux sous-alimentés de ce monde pour leur permettre d'avoir un accès « adéquat minimal » à l'alimentation.

La possibilité de valider cette approche se présenta avec une rapidité surprenante. Luiz Inacio Lula da Silva avait gagné l'élection présidentielle dix jours avant l'ouverture du Sommet de 2002, et l'une de ses premières décisions fut d'inviter la FAO à monter une équipe, avec la participation de la Banque mondiale et de la Banque interaméricaine de développement, pour examiner et commenter son projet de programme *Faim Zéro* qu'il entendait lancer lors de son entrée en fonction le 2 janvier 2003.

J'eus la chance de diriger cette équipe qui passa environ 10 jours à Brasilia à analyser les détails du programme proposé, conçu par le Prof. José Graziano da Silva. Nous n'eûmes aucune difficulté pour donner notre aval, même si nous fîmes part de nos doutes sur la capacité du gouvernement d'atteindre ses objectifs extrêmement ambitieux. Le Brésil avait pris une avance considérable sur la FAO dans sa réflexion sur la manière de mettre en pratique « l'approche sur deux fronts » afin de mettre un terme à la faim au niveau national dans un vaste pays. Nul autre chef d'État n'aurait pu offrir un leadership plus inspirant que Lula qui fit de l'éradication de la faim l'objectif central de sa Présidence, en annonçant dès le premier jour de sa Présidence que « Si à la fin de mon mandat, chaque Brésilien fait trois repas par jour, j'aurai rempli la mission de ma vie… ». Même s'il n'avait pas participé au Sommet de 2002, il tint parole et obtint un appui massif pour un programme qui réalisa une grande partie de ses objectifs.

Ce que *Faim Zéro* démontra, c'est qu'il était possible de diminuer rapidement la malnutrition sans réformer l'ensemble des systèmes économiques et alimentaires, mais en donnant l'opportunité à presque toutes les familles les plus pauvres du pays d'avoir accès à une nourriture adéquate à l'aide, principalement, d'allocations monétaires et en

amplifiant les programmes de cantines scolaires en place. Des liens furent créés pour s'assurer que l'augmentation de la demande alimentaire qui en résulterait bénéficierait aux petits paysans.

Même si le Président actuel du Brésil a fait de son mieux pour briser les acquis de *Faim Zéro*, ce programme avait proposé immédiatement, en 2002, un modèle que d'autres pays pouvaient tenter d'imiter en respectant les engagements pris lors du Sommet. Sous la direction de Diouf, cependant, l'accent dans le travail de la FAO porta surtout sur l'amélioration de la capacité des petits producteurs des pays à faible revenu et à déficit vivrier. Ce n'est qu'après que Graziano devint directeur général de la FAO, en janvier 2012, que l'Organisation renforça sa capacité de promotion de la protection sociale comme élément essentiel de son soutien à l'élimination de la faim.

Au cours des dix dernières années, il y eut un déploiement rapide de programmes de protection sociale dans les zones rurales des pays en développement, grâce à l'appui des banques de développement (le FIDA, notamment), de beaucoup d'agences des Nations Unies et de programmes bilatéraux d'aide au développement. Beaucoup fut appris sur l'amélioration de la formulation de tels programmes et il y a désormais un large consensus, parmi les gouvernements, qu'ils constituent une composante essentielle de n'importe quel système de gestion de l'alimentation. Maintenant que nous en connaissons davantage sur la manière de mettre un terme à la faim et à beaucoup d'autres manifestations de la malnutrition, il n'y a plus d'excuses pour ceux qui participent au prochain Sommet de déclarer qu'ils ne savent pas ce qu'il faut faire. Ils ne devraient pas davantage être prisonniers de l'idée de la nécessité de réformer tout le système alimentaire mondial avant d'en finir avec la faim et la malnutrition.

Il est possible d'apporter maintes améliorations à la gestion des systèmes alimentaire, mais la dernière chose requise est une nouvelle institution. Le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires devrait mettre son poids dans la balance pour renforcer les agences multilatérales existantes afin qu'elles s'acquittent de leur mandat plus effectivement.

Alors que l'on se prépare au Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, il semble opportun de partager quelques réflexions additionnelles, particulièrement en relation avec le travail préparatoire mené par le Groupe Science sur la « Science et les innovations pour changer les systèmes alimentaires ». Le projet de document pour la réunion du Groupe en juillet 2021 prône l'importance de « la science » dans presque toutes les facettes des chaînes agroalimentaires, mais il reste étonnamment vague sur les mesures pratiques à prendre pour renforcer le rôle de « la science » dans l'édification des systèmes alimentaires du futur.

Le Groupe propose que les pays consacrent 1 % de leur PIB agricole à la recherche sur l'alimentation et - avec hésitation - appelle « les gouvernements et les agences des Nations Unies à lancer un processus d'exploration d'options, existantes et nouvelles, pour une Interface Science-Politique globale pour un système alimentaire durable. En tant que tel, cela constituerait un résultat concret du Sommet ».

Le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires est parti du mauvais pied, dans la mesure où l'on a donné l'impression que cette initiative était dirigée par le Forum économique mondial et par les multinationales qui dominent la fourniture de la plupart des intrants agricoles et la commercialisation des produits agricoles, et qu'il était vu par elles comme une chance de mobiliser le « Big data » pour étendre leur influence sur la gestion des systèmes alimentaires mondiaux. Bien que ce n'est pas là le message qui ressort du Groupe Science, il subsiste des préoccupations persistantes par rapport à toute proposition de nouvelles institutions mondiales dans le secteur de l'alimentation et de l'agriculture (en anglais).

Mon opinion, quoique naïve, est que la dernière chose requise maintenant est une nouvelle institution internationale travaillant sur les questions alimentaires qui serait en compétition pour des ressources rares et du personnel qualifié, exacerberait encore les problèmes considérables de coordination interagences et serait probablement amenée à utiliser une grande partie de son énergie pour défendre ses prérogatives. S'il devait y avoir des réformes institutionnelles au niveau mondial, elles devraient peut-être chercher à améliorer la performance des deux agences alimentaires romaines à court de ressources, avec pour objectif ultime de rassembler la FAO et le Programme alimentaire mondial pour former une entité réunifiée qui, avec un financement approprié, pourrait continuer à mener avec succès le combat contre la faim et la malnutrition, et encourager une hausse progressive de la performance des systèmes alimentaires à tous les niveaux. Elles sont toutes les deux des agences fortes et compétentes, engagées à coopérer pour le bien de tous, particulièrement dans le cadre du travail du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) et son Groupe d'experts de haut niveau, mais elles pourraient être d'autant plus efficaces si elles pouvaient se réunir d'un commun accord et si elles bénéficiaient d'un cadeau de mariage généreux de la part des participants au Sommet.

Comme à d'autres occasions, quand je me suis penché sur des questions controversées liées à la gouvernance mondiale de l'alimentation, j'ai relu le remarquable document datant de juin 1945 (en anglais) qui est à la base de la création de la FAO comme entité « née de l'idée d'affranchissement de l'état de besoin »… « qui demande une victoire sur la faim et la satisfaction des besoins ordinaires d'une vie décente et digne ». Il poursuivait en disant que « Dans les conseils mondiaux et les affaires internationales, la FAO parle pour ceux qui produisent - les agriculteurs, les forestiers, les pêcheurs - et pour ceux qui consomment. La FAO est fondée sur une vision globale et contre une vision partielle et fragmentée ». Il n'y a pas de bonne raison qu'il n'en soit pas ainsi aujourd'hui.

Bien qu'il y ait beaucoup de choses terriblement erronées dans les systèmes alimentaires mondiaux et nationaux et qui demandent à être corrigées, il est aisé d'oublier que depuis que la FAO a été créée, la production alimentaire mondiale a constamment suivi le rythme des besoins d'une population qui a augmenté à une allure sans précédent, combinée avec la croissance la plus rapide du niveau moyen de la consommation individuelle que l'on n'a jamais vue lors de l'histoire de l'humanité, et avec une propension au gaspillage en hausse. Si les gens sont morts de faim, ce n'est pas à cause d'un manque de nourriture au niveau mondial, mais du fait de conflits et de politiques économiques qui ont accentué l'inégalité et laissé les membres de la société

les plus pauvres prisonniers du piège de la faim duquel ils ne peuvent s'échapper par leurs seuls moyens.

Alors que le système alimentaire a été au niveau des défis du passé, il doit faire face à d'énormes risques, dont certains sont dus à son succès apparent. La croissance rapide de la production alimentaire a créé une pression gigantesque sur les ressources naturelles - invasion des forêts naturelles, pollution de l'eau douce et compétition pour des ressources rares ; dégradation des sols et épuisement des stocks de produits de la mer. Les systèmes agricoles intensifs sont devenus une source majeure de gaz à effet de serre qui provoquent les processus responsables du changement climatique qui, déjà, sont cause de risques supplémentaires pour les producteurs. Elle a également accéléré l'appauvrissement de la biodiversité générale, mais tout spécialement celle des plantes, des animaux et des microorganismes desquels la production alimentaire mondiale dépend. Le paradoxe est que le succès rencontré dans la satisfaction de la demande alimentaire croissante s'est fait aux dépens du bien-être des millions de personnes travaillant dans des conditions les plus précaires dans toutes les parties des chaînes agroalimentaires.

À la base de beaucoup de ces problèmes, se trouve la croyance très répandue (qui est tout naturellement celle des dirigeants politiques en démocratie qui aspirent à être réélus) qu'il faudrait assurer aux consommateurs une nourriture bon marché plutôt que d'ajuster les politiques économiques et sociales pour améliorer le revenu et réduire les inégalités, et faire en sorte que nous payions maintenant les dommages causés par notre consommation alimentaire au lieu de passer la note aux générations futures.

Le point que j'aimerais souligner est que, depuis que j'ai été engagé dans ce domaine, les politiques alimentaires, bien que jamais parfaites, ont constamment évolué et répondu - souvent avec une vitesse étonnante - aux nouveaux défis, aux nouvelles opportunités et aux nouvelles idées, au fur et à mesure qu'ils se présentaient. Ce n'est pas pour minimiser la valeur de l'anticipation : c'est simplement pour reconnaître que, dans le secteur de l'alimentation, la nécessité fut une mère très efficace de l'invention et que les précédents montrent qu'il y a des avantages à laisser ces processus se poursuivre, plutôt que de vouloir en prendre le contrôle.

Peut-être, alors, le défi principal du Sommet sera de résister à la tentation qui se présente, avec les progrès des techniques de modélisation, de chercher à « optimiser » la conception et le fonctionnement des systèmes de gestion de l'alimentation. Au contraire, en tirant les leçons de l'expérience, il pourrait être plus approprié d'accorder plus d'incitations et de place à une pluralité d'approches de l'innovation, y compris en appliquant les avancées faites dans les technologies de l'information, dans l'intérêt public, plutôt que d'essayer d'établir des institutions qui pourraient utiliser les outils de modélisation et la propriété intellectuelle qu'ils possèdent pour façonner et peut-être tenter de contrôler les futures directions du changement, à leur bénéfice.

Une des principales contributions de la « science » pourrait être de créer des opportunités d'accélérer l'adoption d'innovations qui renforcent la durabilité des systèmes alimentaire présente et, par-dessus tout, future. Paradoxalement, la pandémie de la COVID-19 a produit un grand nombre de moyens innovants et pragmatiques pour

accélérer la recherche et l'application de ses résultats. Elle a créé une nouvelle génération de systèmes de communication qui peuvent rapidement disséminer la connaissance d'expériences réussies parmi ceux qui peuvent bénéficier de leur adoption. Ce serait formidable si le Sommet pouvait mettre son poids dans la balance pour que l'on adapte ce que nous avons appris de la gestion de la pandémie de la COVID-19 en vue de hâter les changements bénéfiques dans les systèmes alimentaires et dans la gestion des économies pour protéger les plus vulnérables.

Aux quatre coins du monde, des agriculteurs montrent la voie en progressant vers des systèmes agricoles plus durables, créant de précieux antécédents pour mobiliser la nature que le Groupe de la Science du Sommet ferait bien de prendre au sérieux.

Il y a danger, dans l'empressement d'avancer, que la recherche de nouvelles solutions s'effectue sans faire l'inventaire des nombreuses évolutions qui vont déjà dans la bonne direction. Le Groupe Science ferait bien, par exemple, d'examiner plus soigneusement les exemples réussis où des innovations pilotées par des agriculteurs montrent le chemin vers une production alimentaire plus durable - tel que diffusion des champs-écoles des producteurs partout dans le monde, l'adoption du système d'intensification du riz par de petits paysans, et l'abandon du labour d'inversion, encouragé par le Réseau de praticiens de l'Agriculture de conservation.

À titre d'exemple, il pourrait analyser la révolution de l'Agriculture de conservation qui est en cours. Le Réseau de praticiens de l'Agriculture de conservation a tenu son huitième congrès en Suisse, en juin de cette année (voir sa déclaration, en anglais), avec des liens virtuels vers environ 800 personnes dans plus de 100 pays, pour célébrer leur réussite à diffuser l'agriculture sans labour sur plus de 200 millions d'hectares de terres arables (soit 15 % de la superficie totale) au cours des 50 dernières années. L'idée, encore vue comme une hérésie par beaucoup d'agriculteurs, que les cultures doivent être cultivées sans labour ou creusement, provient d'observations que les labours fréquents endommageaient la structure du sol et en réduisaient le contenu en matière organique, limitant ainsi sa capacité d'absorber l'eau de pluie et de la conserver au profit des cultures, exposaient le sol à l'érosion par l'eau et le vent, et tuaient une grande partie de l'activité biologique qui joue un rôle vital dans le maintien de la fertilité du sol.

L'intérêt pour le processus du Sommet de l'expérience de l'Agriculture de conservation est qu'elle n'était pas planifiée ou précédée de beaucoup de travaux scientifiques, et qu'elle a largement été disséminée et améliorée par des paysans, gros ou petits, dans toutes les principales régions de production du monde. La diffusion et le perfectionnement des méthodes de l'Agriculture de conservation ont été encouragés par un appui catalytique très léger de la part de la FAO et par un modérateur soutenu par des champions locaux qui ont aidé à créer des associations de producteurs et en ont fait la promotion. La raison qu'ont les agriculteurs pour passer aux systèmes d'Agriculture de conservation, est que, dans la plupart des cas, simplement en réduisant les besoins d'énergie pour le labour (que ce soit par des machines ou par des humains), ils ont obtenu des revenus plus élevés et plus stables, augmenté la productivité intrinsèque de

leur terre et généré d'importants bénéfices publics liés à une diminution des inondations, des écosystèmes plus sains et un plus grand stockage de carbone dans le sol.

Mon engagement en marge de ce Congrès sur l'Agriculture de conservation a confirmé ma confiance dans l'énorme capacité des producteurs agricoles, particulièrement des petits paysans, de saisir de nouvelles opportunités quand ils voient que celles-ci sont dans leur intérêt. Il a également renforcé ma conviction qu'une grande partie des problèmes auxquels le système alimentaire doit faire face peuvent seulement être résolus de manière définitive par un bouleversement radical dans les politiques économiques qui entraîneraient un partage plus équitable des revenus et des richesses maintenant, et entre nous et les générations à venir. Le Sommet doit s'attaquer à cette question fondamentale.

Les participants au Sommet doivent aussi réellement s'engager à prendre des actions immédiates sans attendre que des systèmes améliorés soient mis en place, afin de faire en sorte que les objectifs d'éradication de la faim et de la malnutrition d'ici 2030 soient atteints à temps. Nous savons ce qu'il faut faire pour cela, et le monde a la capacité financière, technique et institutionnelle pour garantir que nos frères humains mangent comme il faut. Le grand test du succès du Sommet sera de voir si les objectifs déjà convenus seront atteints.

Pour en savoir davantage :

- Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires. Site web.
- IPES-Food, An 'IPCC For Food'? How the UN Food Systems Summit is being used to advance a problematic new science-policy agenda, 2021 (en anglais).
- Sommet mondial de l'alimentation : cinq ans après - Documents techniques de base. FAO. 2002.
- United Nations Interim Commission on Food and Agriculture, The work of FAO, 1945 (en anglais).

Sélection de quelques articles parus sur lafaimexpliquee.org liés à ce sujet :

- Opinions : Le combat pour le futur de l'alimentation par Jomo Kwame Sundaram, 2021.
- Opinions : Repenser l'alimentation et l'agriculture – Nouvelles pistes, une revue par Andrew MacMillan, 2021.
- Systèmes alimentaires durables : 2021 pourrait être une année charnière pour l'alimentation… ou pas, 2020.
- Opinion : Le moment n'est-il pas venu de repenser la gestion de notre alimentation ? par Andrew MacMillan, 2014.